

Chapitre 6

Mon entrée au comité exécutif de la FEANF en 1959

Le 17 janvier 1959, Ousmane Camara, vice-président chargé des Affaires extérieures et moi, nous prenons l'avion pour Prague pour nous retrouver au Conseil de l'UIE qui se tenait à Varsovie en Pologne.

Mon séjour en Pologne

Dès l'arrivée à l'aéroport, j'ai pu constater à ma grande surprise l'existence de la corruption dans un pays socialiste alors idéalisé lorsque le douanier me demanda sans se gêner du tout de lui donner des devises. C'est par la suite que je me suis rendu compte que la Pologne était traversée par une crise morale profonde. Une personnalité du régime a essayé de nous expliquer que la mort de six millions de Polonais de sexe masculin avait provoqué de graves crises morales dans plusieurs familles. Les Polonais n'avaient d'yeux que pour les marchandises venant de l'Occident. Les jeunes filles étaient fascinées par l'Amérique. Elles aimaient jouer au houp. Les stylos Parker étaient vivement recherchés. Ils étaient achetés à prix d'or à coup de zloty, la monnaie inconvertible du pays. Possesseur de stylos Parker, tout touriste pouvait passer d'agréables vacances sans pratiquement bourse délier. Par ailleurs, un étudiant polonais, membre du Parti communiste, m'avait avoué que les églises étaient mieux fréquentées que les réunions de son parti lorsque j'ai été étonné de voir le nombre considérable des sœurs fréquenter les rues de Varsovie.

Une visite que je n'oublierai jamais, c'est celle effectuée au Musée situé dans le fameux ghetto de Varsovie où de nombreux Juifs ont été torturés et massacrés par les nazis. À la vue des images insupportables, je n'ai pas pu retenir mes larmes. Un autre jour, j'ai visité un atelier de travail d'étudiants des beaux-arts où je fus très choqué de voir des jeunes filles toutes nues qui posaient pour les besoins de la peinture. Ousmane Camara et moi avons visité une usine de textile située dans une autre ville de Pologne, Loedz. D'énormes détails techniques

nous étaient prodigués par le directeur de l'entreprise qui était visiblement satisfait des performances de ses ouvriers. La visite s'était terminée par un cocktail où les discours échangés portaient sur la paix du monde et l'amitié des peuples.

La réunion du Conseil de l'UIE était dominée par les préoccupations de l'organisation des étudiants soviétiques représentés par Oborotof qui ne semblait plus être un véritable étudiant. Il était un véritable bureaucrate prêt à donner un point de vue sur toutes les questions discutées. Il cherchait à nous instrumentaliser. Mais Ousmane Camara et moi, étions très rétifs. Il s'en est très vite rendu compte. C'est pourquoi Ousmane Camara qualifiait ses interventions avec beaucoup de sarcasme de « dissertations ». A la fin de la réunion, je devais rentrer à Paris. Ousmane Camara était convié en Yougoslavie. Nous tîmes une petite réunion où nous avons rappelé que la FEANF était une organisation de masse groupant des étudiants aux appartenances politiques et religieuses différentes unis pour la lutte en faveur de l'indépendance et l'unité des pays africains. En conséquence, la lutte contre l'impérialisme est la base sur laquelle reposaient les relations de la FEANF avec les autres organisations membres de l'UIE.

Au cours de l'année 1958, Amady Aly Dieng, qualifié de « nationaliste francophobe entièrement acquis au communisme » par le document du Ministère français de l'intérieur (p. 243), a effectué de nombreux déplacements à Prague, Varsovie, Stockholm. Interpellé le 7 décembre 1958 à l'aérodrome d'Orly, revenant de Tchécoslovaquie, il a été trouvé porteur de documents confidentiels destinés à Alain Guillé, responsable aux questions internationales de l'Union des Étudiants Communistes de France.

Élu lors du congrès de décembre 1958 au Comité exécutif, je fus désigné pour représenter la FEANF à la conférence du COSEC.

Conférence du CIE-COSEC à Lima (Pérou) du 15 au 22 février 1959

J'ai participé à la 8^e conférence des Étudiants organisée par la CIE-COSEC qui est une organisation hostile à l'UIE. Cette conférence tenue du 15 au 22 février 1959 à Lima (Pérou) revêtait une grande importance pour la FEANF qui tenait à être représentée à cette réunion pour rencontrer les délégations des autres associations d'étudiants d'Afrique et défendre, comme à Kampala, les thèses de l'UIE. À cette conférence, devait se rendre une élève du Soudan français (actuel Mali), sage-femme à la maternité de Port Royal, Selly Tall, qui n'a pas pu faire le déplacement. Dans l'avion qui devait nous mener à New York, nous avons voyagé avec une forte délégation d'hommes politiques du Cameroun dirigé par Ahmadou Ahidjo. C'est à cette conférence du COSEC que nous avons eu l'occasion de rencontrer Alpha Ibrahima Sow, représentant l'UGEAO, Tahar Belkoudja, représentant de l'UGET (Union Générale des Étudiants de Tunisie), Crawford Young, représentant de l'Union Nationale des Étudiants Américains

et devenu spécialiste de l'étude des questions africaines et notamment des problèmes du Zaïre. À notre départ de Paris, la police française a pu saisir certains documents dont j'étais porteur.

Cette police a pu avoir des informations à partir du téléphone de la FEANF branché sur table d'écoute. L'avion que je devais prendre a connu un très grand retard à cause du mauvais temps. Le vol a duré quatorze heures pour atteindre Boston à la suite de l'impossibilité d'atterrir à Terre Neuve qui était l'escale prévue au départ de Paris. Tout cela était dû à un terrible orage.

Arrivé à New York, j'ai passé la nuit à l'hôtel où j'ai retrouvé dans ma chambre une Bible que j'ai feuilletée. C'est une tradition typiquement américaine. C'était une période de conflits entre Blancs et Noirs en Amérique. C'est pourquoi je n'ai pas osé sortir de ma chambre d'hôtel.

L'avion qui devait m'amener au Pérou a fait escale à Miami et à Guayaquil (Équateur). L'aéroport de Lima présente un grand danger : car il est situé entre deux montagnes. Ce qui ne rassurait guère les voyageurs.

Au retour, le COSEC a loué un Boeing qui nous a amenés aux Bermudes avant d'atterrir à Lisbonne. Mais un sérieux mauvais temps a contraint l'équipage à atterrir non à Lisbonne, mais à Madrid. Durant cette escale forcée, un étudiant espagnol antifranquiste condamné à mort a eu des sueurs froides. Heureusement, les passagers étaient installés en salle de transit. Ainsi, ils n'étaient pas obligés de procéder à des formalités de police à Madrid. L'équipage devait aller à Lisbonne pour être relayé par un autre équipage qui amènera les voyageurs à Leiden en Hollande, le siège du COSEC. De la fenêtre de la chambre d'hôtel, j'ai assisté à un spectacle insolite le matin à l'heure du travail. C'était une mer de bicyclettes qui occupaient la chaussée. C'est là que j'ai compris l'importance de la bicyclette dans les pays plats comme les Pays-Bas. C'était une chose qui avait frappé mon esprit, étant ressortissant du Sénégal, pays sablonneux où l'usage de la bicyclette entrerait difficilement dans la culture de ses habitants.

Le deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs à Rome (1959)

Le Comité exécutif de la FEANF m'avait désigné pour le représenter au deuxième Congrès des Écrivains et Artistes Noirs qui devait se tenir à Rome du 26 mars au 1^{er} avril 1959. En voyage collectif organisé par *Présence Africaine*, nous étions un certain nombre d'étudiants africains comme Marcien Towa, étudiant camerounais en lettres à Caen, Abdel Kader Diallo, élève vétérinaire sénégalais à Maison Alfort, Vertu, étudiant tchadien, etc. à prendre le train le 24 mars à la gare de Lyon pour nous rendre à Rome.

Les participants venaient de pays différents d'Afrique, des Antilles et des Amériques. On pouvait noter la présence d'Américains comme Mercer Cook qui sera le premier ambassadeur des États-Unis au Sénégal, J.T. Harris, R. Carter, Tibério, d'Antillais comme Aimé Césaire, Léonard Saintville, Frantz Fanon, René Picquion, Dr Jean-Price Mars, ambassadeur de Haïti à Paris, Émile

Saint Lo, René Maran, Édouard Glissant, d'Africains comme Ousmane Sembène, Oumar Ba, Alioune Diop, directeur de *Présence Africaine*, Hampaté Ba, Bernard Dadié, Pierre Sékodandi, étudiant du Rwanda résident à Bruxelles, de Malgaches comme Jacques Rabémananjara, Adriantsi.

On pouvait noter la présence de certains africanistes comme Lilyan Kesteloot qui préparait une thèse sur les écrivains négro-africains à Bruxelles, un Allemand qui me parla à mon grand étonnement, en pular sans avoir jamais séjourné dans un pays pularophone, Madeleine Rousseau, directrice de la revue *Le Musée vivant* où Cheikh Anta Diop a publié un article : « Peut-on parler de renaissance africaine ? » à l'occasion de la célébration du centenaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises en 1948.

Le choix de Rome comme lieu du Congrès a suscité de nombreuses discussions et de sérieuses réserves. Certains écrivains se sont abstenus de venir. L'écrivain noir américain, Richard Wright refusa de participer aux travaux tenus en 1956 à Paris. Pour lui, tenir un congrès à Rome signifiait un hommage au catholicisme et un pèlerinage dans la ville du Pape. Si ce motif semble avoir été déterminant dans l'abstention de R. Wright, il n'est pas exclusif ; car il reprochait aux écrivains et artistes noirs de se complaire à traiter de thèmes éthérés qui s'éloignaient trop de la vie quotidienne des peuples. Alioune Diop a répondu en ces termes : d'une part, « Rome les a choisis » et d'autre part Rome « est un de ces hauts lieux responsables de l'image de l'homme qui a présidé à la construction du monde ». Il ajouta que l'Allemagne, après l'Italie, avait invité les congressistes à tenir leurs assises chez elle. Mauvaise organisation, absence de démocratie, place démesurée accordée au protocole, tels sont les griefs qui ont lourdement pesé sur le déroulement du Congrès.

Il y avait une pléthore de commissions dont certaines étaient bien fréquentées, d'autres étaient pratiquement inexistantes ; d'autres ne devaient leur existence intermittente que par le va et vient de commissaires polyvalents. Toutes ces commissions, à l'exception d'une, travaillaient dans la même salle. Ce qui nous plongeait dans une atmosphère de foire ou de festival culturel.

Il n'existait ni traduction simultanée, ni traduction non simultanée pour les travaux de certaines commissions. Par exemple, à la séance inaugurale, rares furent les gens qui purent comprendre ou soupçonner tout ce qu'on a pu dire. Les discours étaient soit en italien, soit en français. Les anglophones furent dans l'affaire les parents pauvres, car à la sortie de la séance, ils ne pouvaient rien dire sur le contenu des interventions. La mauvaise organisation matérielle avait contraint les participants des différents pays à se côtoyer dans l'indifférence totale. Ainsi, les congressistes furent sevrés de contacts humains fructueux qui auraient dû occuper une grande place dans le congrès.

L'inauguration du Congrès a eu lieu sous la présidence du Dr Jean Price Mars à l'Auditorium le 26 mars dans une des grandes salles des Palais du Capitole qui est la plus importante des sept collines de la Ville éternelle et où la

Commune de Rome a élu son siège. Les séances plénières se tenaient à l'Auditorium de la CIDA (*Confederazione Italiana Dirigenti di Azienda*) tandis que les commissions se réunissaient à l'Institut italien pour l'Afrique.

C'est là que je me suis rendu compte de l'intérêt que manifestaient les autorités italiennes à l'égard des pays africains à la veille de l'indépendance de beaucoup d'entre eux. L'Institut italien pour l'Afrique était créé pour « l'expansion et le renforcement des rapports économiques, culturels et d'amitié italo-africains ». Il abrite un musée africain et une bibliothèque. Riche de plus de 40 000 volumes, cette bibliothèque possède la plus grande collection de livres qui ont trait, en Italie, à l'Afrique. Nombreuses sont ses publications. Ses cours sont fréquentés chaque année par environ 8 000 élèves qui, après un examen final, reçoivent un « diplôme » pour « la connaissance de l'Afrique ».

Le Congrès devait être financé par un sénateur démocrate chrétien qui venait de mourir quelques temps avant sa tenue, m'avouait Jacques Rabémananjara au cours d'un déjeuner. Cette information ne manqua pas de susciter une plus grande réserve sur la signification de cette rencontre baptisée de culturelle et qui semblait prendre un tour politique défavorable à la lutte pour l'indépendance des pays africains. D'autres indices relevés par la suite au cours des différentes séances me conforteront dans la méfiance que je commençais à éprouver sur l'orientation du Congrès aux multiples enjeux politiques.

Un incident diplomatique est intervenu à la suite de la présence de Frantz Fanon qui était membre du Front de libération nationale d'Algérie (FLN). La France par le biais de son ambassadeur a élevé une protestation diplomatique auprès d'Alioune Diop qui était très gêné. Il a tenu à préciser que Frantz Fanon était invité comme homme de culture et non comme membre du FLN. L'auteur de *Peaux noires, masques blancs* avait déjà participé aux assises du premier Congrès des Écrivains et Artistes Noirs qui s'est tenu à la Sorbonne à Paris en septembre 1956.

Frantz Fanon qui était déjà atteint de leucémie a été obligé de changer de nom et de prendre le nom de Dr Omar pour intervenir. Il a étudié le fait culturel dans ses rapports avec l'histoire nationale, la conscience nationale. Il a été amené à confronter deux termes : Nation et Culture. Il ne saurait exister de culture authentique que nationale. La culture est d'abord l'expression d'une nation. Or, avec la situation coloniale, la culture dépérit et agonise. Donc la condition permettant l'existence de la culture est la libération nationale.

Le Dr Omar va jusqu'à affirmer que la lutte nationale est elle-même un phénomène culturel. Cette lutte est précisément ce creuset où se structurent les formes culturelles d'un peuple, et d'où peut naître et se définir un nouvel humanisme. Dans cette perspective, il est évident que la chose la plus urgente pour l'intellectuel africain est la construction de la nation. Son frère se trompe en écrivant que Frantz Fanon est intervenu sous le prénom d'Ibrahima (cf. Joby Fanon. *De la Martinique à l'Algérie et à l'Afrique*. L'Harmattan p. 187). C'est sur son cercueil qu'il était indiqué : Docteur Ibrahima Fanon 06 décembre 1961 (*op. cité* p. 207).

Dès l'ouverture, le problème du statut de la FEANF était posé. J'ai tenu à ce que cette question soit clarifiée. Dans la lettre d'invitation, la FEANF bénéficiait du statut de délégué. Malgré cela, les organisateurs voulaient nous empêcher d'assister aux travaux des commissions. C'est après mes protestations qu'ils m'ont admis à travailler au sein des commissions. Ce n'était pas une simple question de procédure, c'était une question de fond qui révélait l'existence d'une véritable bataille idéologique feutrée. Les organisateurs et certains participants surtout américains comme Mercer Cook qui maîtrisait très bien la langue de Molière considéraient que la FEANF était une organisation communiste qu'il fallait neutraliser au cours du Congrès.

La semaine culturelle de Rennes (juillet 1959)

En juillet 1959, la section académique de Rennes dirigée par Assane Dia (président), Édouard Kodjo (secrétaire général) et Raymond Cocker (Vice-président aux affaires culturelles) a tenu un séminaire sur les problèmes culturels. Amadou Samb, étudiant en lettres, et Cheikh Anta Diop, doctorant, ont été les conférenciers. Le Comité Exécutif de la FEANF était représenté par Hamat Bâ, président, Ousmane Camara, vice-président aux Relations extérieures et Amady Aly Dieng, vice-président aux Affaires culturelles.

Ce séminaire a permis à Cheikh Anta Diop de défendre ses thèses : l'unité culturelle et linguistique de l'Afrique. C'est à cette occasion que nous lui avons demandé, dans le train qui nous menait de Paris à Rennes, de faire un article : « L'unité linguistique de l'Afrique » qui a été publié dans un numéro spécial de *L'Afrique et la communauté de l'Étudiant d'Afrique noire (1959)*. Ce séminaire qui est un appel à la recherche scientifique est différent du séminaire de Grenoble qui était un acte de reconnaissance des cultures africaines par les Occidentaux.

Dans un article : « Le séminaire de Rennes ou un appel au travail de recherche », publié dans *L'Étudiant d'Afrique noire* n° 26 juillet-août 1959, Henri Lopès rend compte des débats ayant eu lieu à ce « petit congrès ». On a dit des Africains qu'ils étaient sans histoire, sans culture et des primitifs avant l'arrivée des Occidentaux. Sur un autre plan, mais voisin, certains ont prétendu que les étudiants africains, sortis de la politique, étaient incapables de s'intéresser aux différents domaines de la culture. À la première opinion, les deux congrès des écrivains et artistes noirs ont répondu. Au mois de juillet 1959, le séminaire organisé par la FEANF à Rennes vient apporter un démenti à la seconde affirmation. Le manque d'ampleur de la manifestation ne doit pas être une raison pour sous-estimer son importance. Chaque étudiant doit le connaître et s'efforcer d'en faire naître des prolongements.

Il est au moins un registre où un rapport d'une grande valeur semble avoir été obtenu : c'est celui de la linguistique. Cela n'a été rien moins que le fruit des travaux d'Amadou Samb et de Cheikh Anta Diop. L'auteur de *Nations nègres et culture* exposa de façon claire la méthode pour intégrer toute la réalité concrète

et abstraite, même celle de l'Univers moderne, dans une langue comme le wolof. À la vérité, cette démonstration, plus qu'un exercice intellectuel, avait valeur de stimulant : entendre la démonstration de la fonction $Y = AX^2 + BX + CV$, écouter la traduction d'un passage d'Einstein sur la relativité, tout en langue africaine, sans aucun emprunt, sans périphrase, a prouvé que l'Afrique était capable de s'affirmer sans calque, ni éclectisme. Finalement, une commission fut chargée de rédiger une motion proposant une solution multinationale des langues africaines, aux termes de laquelle demande était faite aux gouvernements africains de favoriser les différentes étapes qui permettront d'arriver à l'adoption d'une langue unique de gouvernement coiffant les principales expressions nationales. Par ce biais, on pourra éliminer les préjugés d'ordre tribal. Pour cela, « il nous faut prendre le taureau par les cornes » et refaire ce qu'a fait la Pléiade, ce qu'a fait Malherbe et bien avant encore, Cicéron. Il est possible en dix ans de créer un vocabulaire qui permettra de donner l'instruction secondaire moderne en langue africaine.

À notre avis, Henri Lopès, dans un élan et une ferveur nationalistes qui emportaient les étudiants militant en faveur de l'indépendance nationale, n'a pas été assez critique à l'égard de la thèse fondamentale de Cheikh Anta Diop : l'unité culturelle et linguistique de l'Afrique noire.

Fasciné par le travail des auteurs de la Renaissance française comme Du Bellay, auteur de *Défense et illustration de la langue française*, Cheikh Anta Diop a recouru au raisonnement par analogie qui ignore les différences. Ni la France de la Renaissance, ni la Rome de Cicéron ne présentent la même situation que les pays africains sous domination coloniale. Cheikh Anta Diop ne s'est pas livré à l'étude de la sociolinguistique et à l'examen systématique de la question nationale en Afrique Noire. Une seconde partie du Séminaire a été consacrée à l'examen des structures et politiques en Afrique Noire et au problème du « sous-développement ». Mais l'étude du sous-développement était plus descriptive qu'analytique.

Le rédacteur en chef du journal de la FEANF, Ahmadou A. Dicko, a fait un commentaire très intéressant sur l'article de Lopès. Il met en garde contre l'exigence d'un État fort formulée au cours du séminaire. Cet État fort devait supprimer les dépenses superflues ou de prestige. Ce séminaire est un appel à l'effort de la recherche scientifique. Après le séminaire, la section académique de la FEANF a organisé dans une très grande salle une conférence au cours de laquelle Cheikh Anta Diop a développé ses thèses. Je me souviens encore des propos tenus par Assane Dia, un des fervents disciples de Cheikh Anta Diop : « *Nations nègres et culture* aura le même sort que la Bible et le Coran ».

Le président de la FEANF, Hamat Bâ, a voulu accepter l'invitation au cocktail offert par le préfet. Mais Ousmane Camara a catégoriquement refusé et menacé de prendre le train pour retourner à Paris. Cette attitude montre que les militants de la FEANF n'ont guère envie de collaborer avec les autorités qui symbolisent le système colonial.

Septième festival de la jeunesse et des étudiants pour la paix et l'amitié (Vienne, 26 juillet – 4 août 1959)

Je représentais la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à Vienne. A cette occasion, le rapport de la police française me présente comme « l'un de ses dirigeants extrémistes les plus actifs » de la FEANF et du Comité exécutif. Je précise que je n'ai jamais été membre du Comité central du PAI.

La FEANF a été chargée de présenter du 1^{er} au 3 août 1959, devant les étudiants rassemblés à Vienne pour le VII^e Festival une série de conférences sur le thème suivant : « Problèmes économiques, politiques et culturels des pays coloniaux et sous-développés et rôle des étudiants dans la solution de ces problèmes ». Les sujets des trois conférences prévues sont les suivants :

- (1) les étudiants avant-garde du peuple dans la lutte contre toutes formes du colonialisme ;
- (2) les étudiants et la liquidation des séquelles du colonialisme et le renforcement de l'indépendance ;
- (3) la solidarité internationale estudiantine contre le colonialisme.

Un canevas de ces conférences est préparé à Prague (Archives diplomatiques de Nantes – AOF 116).

L'administration coloniale déployait à cette époque d'énormes efforts pour surveiller les activités de la FEANF et des mouvements de la jeunesse d'Afrique Noire. C'est ainsi que le directeur du Bureau technique de la sûreté extérieure de Dakar transmet au Ministère de la France d'Outremer le texte de douze motions adoptées par les délégations africaines au cours du VII^e Festival Mondial de la Jeunesse à Vienne.

La commission qui a préparé les onze premières motions comprenait les ressortissants des Etats d'Afrique Occidentale appartenant à la Communauté : Lô Cheikh Bara, Secrétaire Général Adjoint de la FMJD, Dieng Amady Aly, membre du PAI et de la FEANF, et Kane Ali Bocar, Président du Conseil de la Jeunesse d'Afrique (Archives Diplomatiques de Nantes – AOF 116).

À ce Festival ont participé 151 jeunes qui ont quitté Dakar à bord du Jean Mermoz (Sénégal : 48 dont 8 filles, Mauritanie : 14, Soudan : 15, Dahomey : 7, Niger : 1), 17 membres de l'UGEAO dont 3 filles, 39 jeunes de la Guinée dont 11 élèves.

La participation à ce festival n'a pas été facile pour la FEANF qui a eu des difficultés pour assurer les frais de transport qui lui permettaient d'acheminer sa délégation à Vienne. À la suite d'échange de multiples correspondances avec la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) et de l'Union internationale des étudiants (UIE), les difficultés ont été partiellement résolues. La caractéristique de ce festival est qu'il se tenait pour la première fois hors des pays socialistes et dans un pays neutre comme l'Autriche.

Par lettre no. 516/b réf. LD/du 3 juillet 1959, la Commission estudiantine du 7^e Festival a répondu à la missive de la FEANF de juin concernant sa participation au programme des étudiants. Un délégué de la FEANF a été envoyé à Vienne pour régler les problèmes relatifs à la participation des étudiants africains avec la Commission permanente où siégeaient Jean Garcias et le Nigérien Daouda Ardaly, représentant le Conseil de la Jeunesse d'Afrique. La Commission a appris au Comité exécutif de la FEANF la participation de Maurice Sonar Senghor, Directeur du Théâtre du Palais de Dakar, comme délégué du Bureau des Écrivains et Artistes Noirs pour le séminaire des étudiants sur la littérature.

Beaucoup d'étudiants avaient écrit, par l'intermédiaire de leur section, pour participer. C'est le cas du Guinéen Kémoko Keita de Dijon, du Sénégalais Abdourahim Ndiaye de Toulouse, du Guinéen Alpha Mamadou Diaby Barry du Pavillon de la FOM, Bd Jourdan, Paris 14^e, etc.

La commission internationale des étudiants dont le président est Fermin Luis Melendez, le secrétaire Lubomir Dra Maliev a offert à la FEANF de présenter un rapport au séminaire : « Les problèmes économiques et culturels des pays coloniaux et sous-développés et le rôle des étudiants dans leur solution ». Sous-thème : « La lutte contre toutes les formes du colonialisme pour l'indépendance nationale et le rôle des étudiants ». Mais la FEANF n'a guère répondu à cette offre.

Le 7^e Festival était émaillé d'incidents opposant les jeunes et étudiants du monde dit libre et des pays communistes.

Le grand chanteur communiste américain Paul Robson, connu pour son chant *Mississippi*, a donné le 15 juillet 1959 un concert où il a eu à proclamer « je serais avec vous ». L'année 1959 est riche en événements politiques et culturels. Elle se situe à la veille de l'indépendance des pays africains sous domination française.

Le Comité exécutif de la FEANF a tenu à célébrer le dixième anniversaire de la Fédération. À l'occasion du Congrès tenu en décembre 1959, Hamat Ba a fait le bilan de dix ans de luttes de la FEANF. Il avait choisi la lutte pour l'indépendance de Sékou Touré et Kwamé Nkrumah. Cela avait provoqué l'ire de Jacques Baroum, un étudiant tchadien en médecine, qui faisait remarquer que ces deux leaders n'étant pas encore morts pouvaient trahir. Cette remarque me paraissait tout à fait juste. Mais l'enthousiasme de la jeunesse l'avait emporté sur la raison et la lucidité. Et les photos furent maintenues.

Les membres du Comité exécutif n'avaient pas toujours la même opinion sur les grandes questions politiques qui agitaient le mouvement étudiant et le même tempérament. Il y avait une tendance animée pour Ousmane Camara à laquelle j'adhérais et une autre qui gravitait autour de Hamet Ba et groupait Papa Gallo Thiam et Papa Souleye Ndiaye.

Ousmane Camara et moi étions considérés comme des extrémistes qui contestaient très souvent les positions du président Hamat Ba qui était plus âgé que nous et qui avait tendance à faire trop de compromis. Lors du séminaire tenu à Rennes en juillet 1959 avec Cheikh Anta Diop, Ousmane Camara, vice-prési-

dent aux Affaires extérieures de la FEANF a failli claquer la porte et retourner à Paris parce le président voulait accepter l'invitation au cocktail organisé par le préfet, comme l'avait proposé le président de la section rennaise de la FEANF, Assane Dia.

Le président de la FEANF a voulu soutenir les positions de Modibo Keita qui voulait s'appuyer sur certaines forces religieuses pour contrer la politique collaborationniste de Senghor. Ousmane Camara et moi-même étions opposés à ce genre de position qui consistait à s'immiscer dans les querelles des partis au pouvoir au Soudan et au Sénégal.

Par ailleurs, durant les vacances, le président avait choisi de loger à l'hôtel des députés à Dakar. Ce geste avait fait l'objet de critiques de ma part. Je lui ai demandé de venir loger à la cité universitaire de Fann. Ma position a été fermement soutenue par Ousmane Camara au cours d'une des réunions du Comité exécutif tenue au siège parisien de la FEANF.

Je n'ai pas, à l'époque, accepté la position du président de la FEANF qui consistait à financer en partie les cérémonies du mariage de Frédéric Kodok, un étudiant camerounais militant de l'UPC et futur directeur de cabinet d'Amadou Ahidjo. Ces cérémonies devaient avoir lieu dans un des grands hôtels de Paris, l'hôtel Lutetia. Là aussi, Ousmane Camara et moi-même avons fait remarquer que la FEANF, en difficulté financière pour payer le loyer du siège et le salaire de la secrétaire, ne pouvait pas se payer ce luxe. Mais le président campait sur des positions sentimentales qui défiaient toute logique politique.

Au cours de l'année, l'Union nationale des étudiants américains avait envoyé un étudiant noir pour proposer des bourses de leadership qui devaient permettre à leur titulaire de sillonner les différents États du pays de l'oncle Sam pour faire des conférences sur les problèmes africains. Nous étions très réticents devant cette proposition à la suite d'un document secret de l'union nationale des étudiants américains que nous avons pu avoir et qui portait des appréciations politiques sur les membres du Comité exécutif. Dans ce document, les membres du Comité exécutif étaient classés en deux catégories : étudiants récupérables et étudiants non récupérables. Des désaccords sont vite apparus entre le Comité exécutif et le représentant des étudiants américains sur la nature et les modalités d'application de ce projet.

Une bonne partie des divergences intervenues, entre d'une part, Ousmane Camara et moi-même et, d'autre part, Papa Soulèye Ndiaye et Hamat Ba, provenait du fait que le président de la FEANF avait un cursus atypique. Ce dernier a été à l'École Normale William Ponty, à l'École Africaine de Médecine et de Pharmacie. Il a exercé son métier en Haute-Volta et à Thiès au Sénégal. Il a été candidat à la députation en Mauritanie. Mais il a préparé à Thiès le baccalauréat pour achever ses études de doctorat d'État à Bordeaux. C'est de là qu'il est parti pour venir à Paris. Il avait noué des liaisons personnelles et politiques avec les gens de sa génération militant au RDA.

Conclusion

Tous ces faits expliquent la source de divergences politiques qu'Ousmane Camara et moi-même appartenant à une autre génération avions avec le président de la FEANF qui a eu beaucoup de problèmes avec la direction de la section du PAI du territoire français.

Cette année qui se situe à la veille de l'indépendance des pays africains sous domination française est une année charnière qui a révélé les germes de certaines mutations et ruptures politiques, sociales, économiques et culturelles survenues en Afrique. Tous ces faits n'ont pas manqué de se répercuter sur le mouvement étudiant africain.

La période allant de 1945 à 1960 est une période de lutte en faveur de l'indépendance et de l'unité des pays africains. Ce combat anticolonialiste a été couronné de succès à la suite de l'accession de beaucoup de pays africains à la souveraineté internationale ou à l'indépendance formelle. Cette année 1960 qualifiée année de l'Afrique clôt le chapitre de la lutte contre le colonialisme classique. Elle ouvre une ère nouvelle caractérisée par la lutte contre le néocolonialisme.

Avec mon élection à la présidence de la FEANF en 1961, j'ai été obligé, avec les membres du comité exécutif, de tenir compte des changements politiques intervenus en Afrique et en France et qui ont eu des répercussions sur les structures et la stratégie de notre fédération.



Visite de la délégation de la FEANF durant deux mois juillet-août 1959.

En haut, de gauche à droite, Léopold Agboton, Alpha Ibrabima, Amady A. Dieng, Renjambé, Mikoas Elisé, Angaye.

En bas Amadou Dicko, Djibril An, Pierre Kvenge



*Visite de la délégation de la FEANF
en Chine 6 juillet-août 1959
De gauche à droite : Djibril An,
Renjambé, Amadou Dicko, Aline
Lydie Sangaret, Léopold Agboton,
Amady Aly Dieng*

Exposé en 1960, à Pékin



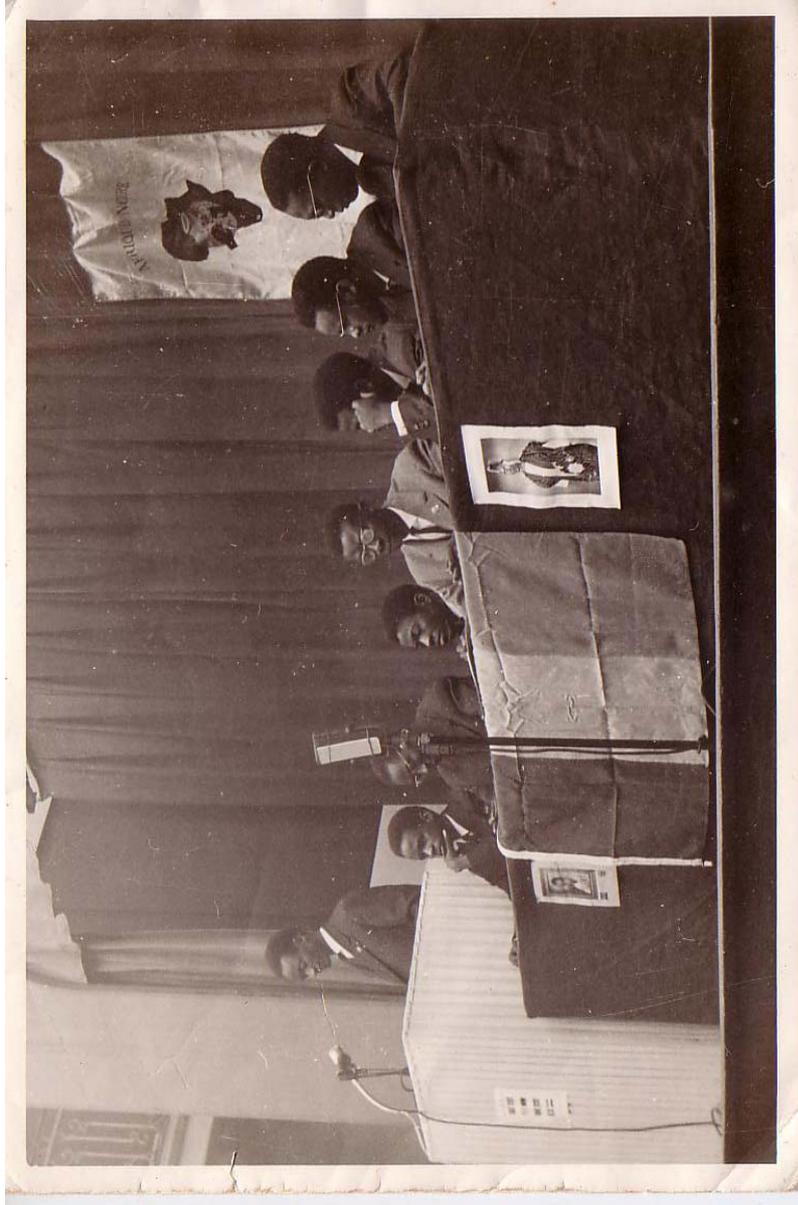
*Discours de Hô Chi Minh à Hanoï à
l'occasion de la fête nationale
Amady ALy Dieng en présence de
quelques membres de la FEANF (Ama de
l'UGEAO et Siradoui Diallo)*

*Exposé fait par un chinois
sur l'histoire de la Chine,
à Pékin*





*Participant à la conférence du COSEC à Lima, Pérou, janvier 1960
A gauche : Alpha Ibrahim Sow (UGEAO) et à droite Amady Aly Dieng (FEANF)*



*Discours d'ouverture du Xe Congrès de la FEANF
De gauche à droite : Papa Souleye Ndiaye, Abdoul Ba, Michel Ndoh, Ousmane Camara, Lazare Masocota, Amadou Dicko et Amady Aby Dieng*